

DÉLÉGATION DE POUVOIRS

INTÉGRER LES ASPECTS JURIDIQUES ET SÉCURISER SES PRATIQUES

PROGRAMME DE LA FORMATION

Ce programme est ajusté en temps réel pour prendre en compte l'évolution des réglementations, des pratiques de gestion et des attentes sociétales qui peuvent affecter la délégation de pouvoir, et notamment : le renforcement de la transparence, la digitalisation et outils numériques, la flexibilité et agilité, l'accent sur la responsabilité sociale, la formation et le développement des compétences, les réglementations spécifiques.

DÉFINIR LE CADRE JURIDIQUE DE LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS

- › Les enjeux de la délégation de pouvoirs : contexte, histoire, objectifs
- › Identifier les notions : délégation de pouvoirs, co-délégation (en cascades), subdélégation, délégation de signature, mandat, contrat d'entreprise
- › Délimiter le périmètre de la délégation et les opérations concernées dans son entreprise
- › Textes applicables : civil, pénal, procédure, travail, sociétés
- › Nouveautés : réforme de la représentation Code civil
- › Les délégations complexes : groupes de sociétés (intra-groupe), multi-sites, groupement d'entreprises sur un chantier

Quiz : identifier les différentes formes de la délégation

VÉRIFIER LES CONDITIONS DE VALIDITÉ DE LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS

- › Conditions tenant aux signataires de la délégation
 - acteurs de la délégation, conditions à remplir, rémunération du délégataire
- › Conditions tenant à la délégation elle-même
 - pouvoirs susceptibles d'être délégués, objet et durée de la délégation, champ géographique et matériel de la délégation, preuve de la délégation, fin de la délégation

Cas pratique : vérifier la validité d'une délégation de pouvoirs (indices de contrôle)

Exercice d'application : lister les modifications susceptibles de remettre en cause la validité de la délégation

RÉDIGER AVEC EFFICACITÉ UN ACTE DE DÉLÉGATION DE POUVOIRS

- › Les supports juridiques de la délégation : formalisme, modes et charge de la preuve
- › Rédiger efficacement : clauses essentielles, mentions indispensables et pièges à éviter
- › Les procédures internes : transmission des informations, compte rendus d'activité, moyens offerts
- › La délégation en droit du travail : recrutement, licenciement, droit disciplinaire...

Étude de cas à partir de modèles de délégations de pouvoirs

Conseils rédactionnels sur les clauses essentielles

Débriefing : quels seront vos nouveaux réflexes dans la délégation de vos futures délégations ?

ASSURER LE SUIVI DES DÉLÉGATIONS DE POUVOIRS DANS LE TEMPS

- › Plans d'actions de mise à jour et suivi des délégations : fréquence et mode d'audit
- › Cartographier les risques associés : le changement de direction sur la délégation de pouvoir
- › Mettre fin à la délégation : révoquer la délégation, réagir face à l'indisponibilité du délégataire
- › Sécuriser la subdélégation des pouvoirs délégués et identifier le primo délégant
- › Refuser la signature de la délégation de pouvoirs
- › Assurer la formation du délégataire

Partage d'expériences : quelle est la fréquence de mise à jour de vos délégations ?

Exemple d'application : schéma récapitulatif du suivi de délégation

IDENTIFIER LES RESPONSABILITÉS DÉCOULANT DE LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS

- › Distinguer la responsabilité civile et pénale en matière de délégation de pouvoirs
- › Les acteurs responsables : l'entreprise, le chef d'entreprise et le délégataire
- › Responsabilité civile/pénale : délégant, délégataire, entreprise
- › Les notions de transfert, principe du non-cumul, extension
- › Établir les moyens de preuve de la réalité de la délégation
- › Le contentieux de la délégation de pouvoirs et pratique des juges : dernières évolutions jurisprudentielles

Exercice d'application : rechercher les éléments pris en considération par les juges pour retenir ou écarter l'effet exonératoire d'une délégation

OBJECTIFS

Sécuriser la mise en place des délégations de pouvoirs au sein de l'entreprise.
 Définir les conditions de validité d'une délégation de pouvoirs.
 Rédiger efficacement l'acte de délégation.
 Identifier les responsabilités et les sanctions encourues.
 Adapter ses pratiques aux dernières évolutions législatives et jurisprudentielles.

LES PLUS DE CETTE FORMATION

L'expérience du consultant, avocat en droit des affaires et droit social pour sécuriser ses pratiques et éviter les contentieux
 Des conseils rédactionnels et des ateliers pour s'exercer à la rédaction des actes de délégation
 La remise de modèles de délégations de pouvoirs (délégations, subdélégations, révocation) et d'un tableau synthétique de jurisprudences récentes

PUBLIC ET PRÉREQUIS

Responsables d'entreprises, responsables RH, responsables d'unités ou de centres de profits, managers, cadres opérationnels, tout collaborateur disposant d'une délégation de pouvoirs

MOYENS PÉDAGOGIQUES, TECHNIQUES, ENCADREMENT

Questionnaire adressé aux participants 15 jours avant la formation pour connaître leurs attentes
 Méthodes pédagogiques : apports théoriques et pratiques (cas concrets, exemples d'application)
 Mise à disposition d'un support pédagogique et d'un accès personnel à des e-ressources en ligne à l'issue de la formation
 Consultants sélectionnés pour leurs compétences pédagogiques, expertise métier et expériences professionnelles

SUIVI ET ÉVALUATION

Feuille d'émargement et attestation de fin de formation
 Évaluation à chaud et à froid

TARIFS

1 070 € HT - Réf : DTW-DPOV

Validité : 30 juin 2026

PROCHAINES SESSIONS

Paris Montparnasse ou à distance :
 le 14 avril 2026
 le 30 juin 2026
 le 9 octobre 2026

